RGR
RASSEMBLEMENT DE LA GAUCHE RÉPUBLICAINE

Européenne • Écologiste • Laïque • Féministe
Éducative • Entrepreneuriale • Animaliste

Le Président

Le 7 septembre 2026,

À l'attention de **Monsieur Olivier Faure**
Premier secrétaire du Parti socialiste

Objet : Participation du Rassemblement de la Gauche Républicaine à la primaire de la gauche socialiste et démocratique

Monsieur le Premier Secrétaire, Cher Olivier,

Au nom du Rassemblement de la Gauche Républicaine (RGR), que je préside, je souhaite officiellement te faire part de notre volonté de participer à la primaire organisée par le Parti socialiste et Place publique en vue de l'élection présidentielle de 2027.

L'annonce récente de la participation de la Gauche républicaine et socialiste (GRS) d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann constitue à nos yeux une évolution importante et positive. Elle confirme que cette primaire peut dépasser le périmètre de ses formations fondatrices et devenir un véritable espace de débat entre les différentes sensibilités d'une gauche qui entend construire une alternative crédible et gouverner demain le pays. J'ai bien pris note également que lors de ton interview de ce matin (BFM-RMC), tu as rappelé que toutes les bonnes volontés de candidature étaient les bienvenues.

C'est dans cet esprit que le Rassemblement de la Gauche Républicaine souhaite y prendre toute sa place. Notre mouvement appartient pleinement à la gauche. Il défend une République sociale, laïque et universaliste, la réduction des inégalités, la transition écologique, l'émancipation par l'éducation, l'entrepreneuriat et la culture, le progrès scientifique et une Europe capable de protéger ses peuples et de peser dans le nouvel ordre mondial.

Mais nous sommes également convaincus que la gauche ne redeviendra majoritaire qu'à la condition de regarder la société telle qu'elle est, de répondre aux préoccupations concrètes de nos concitoyens et de ne plus abandonner certains sujets à nos adversaires.

Nous partons surtout d'une conviction : le prochain quinquennat ne pourra pas être celui des ajustements à la marge.

Notre pays est confronté simultanément au décrochage de son appareil productif, à une révolution technologique d'une ampleur historique, à l'affaiblissement de la plupart des services publics, au retour des rapports de force entre puissances et à une crise profonde de confiance dans la capacité de l'État à agir. **Face à de tels bouleversements, le rafistolage ne suffira pas.** Ajouter une mesure à une autre, une dépense à une autre, une réforme administrative à une autre ne permettra pas de répondre à la situation.

La situation des finances publiques et les difficultés financières d'une grande partie de la population rendent cette transformation plus urgente encore. Notre dette et nos déficits ont atteint un niveau

qui ne peut plus être traité comme une donnée secondaire. Le sujet n'est pas de fétichiser les seuils de 3 % de déficit ou de 60 % de dette : il est de préserver la confiance dans la capacité de la France à tenir ses engagements, à financer son modèle social et à décider librement de son avenir. La confiance est l'un des moteurs de l'économie ; lorsqu'un État la perd, le coût de son financement augmente et sa liberté d'action se réduit. Dans le même temps, le niveau déjà élevé des prélèvements comme les difficultés de pouvoir d'achat limitent fortement la possibilité de répondre à chaque besoin nouveau par une hausse d'impôt. Cette double contrainte nous interdit le confort du rafistolage : elle nous oblige à transformer.

Nous pensons au contraire que **la gauche doit proposer une transformation profonde du pays, avec une ambition simple : redonner à la France les moyens de maîtriser son destin et à chacun les moyens de maîtriser le sien**. Cela suppose de retrouver la maîtrise là où nous l'avons perdue, de reconstruire ce qui s'est affaibli et d'investir massivement là où se joue déjà notre avenir.

RETROUVER LA MAÎTRISE DE L'ORDRE RÉPUBLICAIN

Nous voulons cesser de faire de l'immigration et de l'insécurité des sujets tabous à gauche. Reconnaître les difficultés liées à la maîtrise des flux migratoires, à l'intégration ou à l'insécurité ne signifie ni renoncer à nos valeurs humanistes ni adopter le vocabulaire ou les solutions de l'extrême droite. C'est au contraire permettre à la République d'apporter ses propres réponses. Une gauche qui aspire à gouverner doit pouvoir garantir simultanément la dignité de chacun, la maîtrise de notre politique migratoire, l'autorité de l'État et le droit de tous nos concitoyens à vivre en sécurité.

Mais l'ordre républicain ne saurait être à géométrie variable. La loi doit s'imposer à tous, aux citoyens comme à ceux qui exercent des responsabilités publiques. Nous proposons ainsi que les maires qui, de manière persistante et délibérée, refusent de **respecter les obligations de construction de logements sociaux** imposées à leur commune par la loi SRU puissent, après constatation du manquement dans le cadre d'une procédure contradictoire et sous le contrôle du juge, être déclarés inéligibles. On ne peut exiger des citoyens qu'ils respectent la loi si certains élus peuvent durablement organiser son non-respect sans conséquence personnelle.

Nous devons également **rompre avec la banalisation de la consommation de drogues**. Il est incohérent de prétendre combattre les trafics tout en considérant la demande qui les alimente comme un phénomène presque sans conséquence. Nous proposons donc d'augmenter significativement les sanctions encourues par les consommateurs de stupéfiants, avec des peines réellement appliquées et graduées en cas de récidive. La lutte contre le narcotrafic doit s'attaquer simultanément à ceux qui organisent l'offre et à la demande qui fait vivre cette économie criminelle.

Notre conception de l'ordre républicain est simple : une même loi, effectivement appliquée, quels que soient le territoire, le statut social ou la fonction de celui qui doit la respecter. L'autorité de la République commence par sa capacité à faire respecter les règles qu'elle se donne.

PRODUIRE ET PRENDRE L'AVANCE

Nous voulons remettre la production au cœur du projet économique de la gauche. La redistribution est indispensable à la justice sociale. Mais avant de répartir la richesse, il faut la produire. Notre pays doit reconstruire son appareil productif, réindustrialiser ses territoires, soutenir l'entrepreneuriat, investir dans la recherche et l'innovation et retrouver une véritable politique de production.

Cette ambition répond aussi à une nécessité budgétaire. Nous ne préserverons durablement notre modèle social par la seule augmentation des prélèvements : nous devons élargir considérablement l'assiette fiscale et sociale sur laquelle il repose. Cela signifie davantage d'emplois, de production, d'entreprises, d'innovation, de productivité et, au total, davantage de richesse créée en France. La question des retraites l'illustre avec une force particulière : compte tenu du poids des pensions dans la dépense publique et du vieillissement démographique, leur financement durable suppose une base économique beaucoup plus large et plus dynamique. La transformation productive et technologique n'est donc pas un supplément de croissance à notre projet social ; elle est devenue l'une des conditions de sa pérennité.

Mais nous ne voulons pas seulement réindustrialiser la France. Nous voulons qu'elle reprenne sa place parmi les nations qui inventent, produisent et maîtrisent les technologies qui façonneront le XXIe siècle. Intelligence artificielle, robotique, biotechnologies, énergie, quantique, espace : dans ces domaines, les années qui viennent détermineront pour plusieurs décennies la répartition de la richesse et de la puissance dans le monde.

La France et l'Europe ne peuvent se résigner à devenir des marchés pour les innovations conçues et produites ailleurs. Il faut changer d'échelle, mobiliser des moyens considérables et assumer une véritable stratégie de puissance technologique et productive. Cette ambition est aussi profondément sociale : notre objectif n'est pas de protéger les Français du progrès, mais de leur donner les moyens d'en être les acteurs et les bénéficiaires. Dans une économie où les parcours professionnels seront davantage bouleversés, nous devons construire de nouvelles protections permettant de se former, d'acquérir de nouvelles compétences et de réussir les transitions professionnelles.

Notre objectif est de réconcilier production et protection, innovation et progrès social, compétitivité et émancipation.

ENGAGER LA RÉVOLUTION ÉDUCATIVE

Aucune transformation durable du pays ne sera possible sans une transformation tout aussi profonde de l'école. L'éducation doit redevenir notre premier investissement dans l'avenir, notre principal instrument d'émancipation et l'un des fondements de notre puissance scientifique, technologique et économique.

Nous ne croyons plus qu'il soit possible de répondre à la crise de l'école par des réformes successives de programmes, de structures ou de procédures. Il faut engager une véritable révolution éducative et réorienter massivement les moyens vers l'endroit où se joue réellement la réussite des élèves : l'école, le collège, le lycée et la classe.

Cela suppose notamment de réduire très fortement une partie des structures et services déconcentrés du ministère de l'Éducation nationale lorsque leur utilité opérationnelle n'est pas démontrée, afin de réaffecter les moyens au plus près des établissements. Ces ressources doivent permettre de développer l'innovation pédagogique, de renforcer fortement l'accompagnement des élèves en difficulté et des élèves en situation de handicap, et de redonner aux équipes éducatives davantage d'autonomie pour agir.

Cette révolution passe aussi par une augmentation très significative de la rémunération des enseignants. Nous ne reconstruirons pas une grande école publique sans reconnaître réellement, dans leur rémunération comme dans leurs conditions de travail, la responsabilité immense que la République confie à celles et ceux qui instruisent ses enfants.

RÉAFFIRMER LES REGLES EN MATIERE DE LAICITE

Nous voulons mener sans résignation le combat pour la laïcité. La laïcité n'est ni un héritage dont la gauche devrait s'excuser ni un principe qu'elle devrait défendre avec précaution. Elle est une promesse d'émancipation. Elle garantit la liberté de conscience, protège les individus contre les assignations communautaires ou religieuses et permet à des citoyens de convictions, de croyances et d'origines différentes d'appartenir pleinement à une même communauté politique.

Face à tous ceux qui cherchent à l'affaiblir ou à la contourner, la gauche doit retrouver la détermination qui fut historiquement la sienne pour défendre ce principe fondamental de notre République.

RECONSTRUIRE NOTRE PUISSANCE

La souveraineté ne se proclame pas : elle se construit par les capacités dont dispose réellement une nation pour maîtriser son destin. Elle suppose une industrie puissante, une énergie maîtrisée, une armée forte disposant des moyens humains, matériels et technologiques nécessaires, et une recherche publique ambitieuse. Un pays qui ne maîtrise plus la connaissance, les technologies et les capacités productives déterminantes accepte progressivement de dépendre de ceux qui les maîtrisent.

Nous proposons que le prochain quinquennat soit celui de **cinq indépendances** : énergétique, militaire, numérique, sanitaire et technologique. Pour chacune d'elles, nous identifierons les dépendances critiques de la France et fixerons une trajectoire à dix ans pour retrouver, en France ou en Europe selon les secteurs, la capacité de produire, de maîtriser ou de sécuriser ce dont nous ne pouvons accepter d'être privés.

Cela suppose notamment de **changer radicalement notre doctrine de commande publique** : lorsqu'est en jeu notre souveraineté, l'argent public français et européen doit prioritairement financer des entreprises, des emplois, des technologies et des capacités de production françaises ou européennes. Nous ne pouvons pas consacrer des milliards à notre souveraineté pour utiliser ensuite cet argent à financer notre dépendance. La souveraineté a un coût ; la dépendance peut en avoir un bien plus grand.

Cette souveraineté française n'est pas contradictoire avec notre engagement européen. Nous considérons au contraire que l'Europe ne pourra devenir une puissance politique que si les nations

qui la composent reconstruisent leurs capacités industrielles, scientifiques, technologiques et militaires.

TRANSFORMER L'ÉTAT POUR LE RENDRE À NOUVEAU CAPABLE D'AGIR

Être attaché au service public ne signifie pas défendre le fonctionnement actuel de l'État en toutes circonstances. La progression de la bureaucratie, la multiplication des procédures et des indicateurs, l'empilement des structures, les réorganisations permanentes et la perte d'autonomie du terrain ont trop souvent éloigné l'administration de sa raison d'être : servir l'intérêt général.

Nous refusons d'en rendre les fonctionnaires responsables. Ce sont au contraire les femmes et les hommes auxquels la République confie quotidiennement la mission de servir l'intérêt général. Encore faut-il que l'organisation de l'État leur permette réellement de le faire.

Nous voulons remettre la mission avant la procédure, la responsabilité avant la bureaucratie et le résultat pour le citoyen avant l'indicateur administratif. Cela suppose de simplifier radicalement les organisations, de supprimer les strates inutiles, de responsabiliser davantage les agents et leurs managers, de redonner de l'autonomie au terrain, d'évaluer réellement les politiques publiques et de reconstruire un management fondé sur la confiance, la compétence, la responsabilité et le sens de la mission. Cela conduira nécessairement à repenser les contours et l'organisation de la fonction publique.

L'état de nos finances publiques rend cette transformation de l'État incontournable. Il ne s'agit ni d'organiser une austérité aveugle ni d'appliquer partout un même coup de rabot. Il s'agit de faire des choix : déterminer les missions que la puissance publique doit assumer pleinement, supprimer les structures, procédures et dépenses qui ne sont plus justifiées, et réaffecter les moyens vers les priorités où l'État doit au contraire être beaucoup plus présent. Un État plus sobre dans son organisation peut et doit être plus puissant dans son action. La maîtrise de la dépense publique n'est pas l'adversaire du service public : si elle procède d'une transformation réelle plutôt que de réductions indifférenciées, elle est l'une des conditions de sa pérennité et de notre souveraineté.

Nous voulons un État moins bureaucratique mais plus fort, plus respectueux de ses agents et plus efficace pour les citoyens. Car l'État n'est pas une entreprise et le citoyen n'est pas un client. La finalité du service public demeure l'intérêt général.

Ces propositions ne constituent pas un catalogue de mesures. Elles procèdent d'une même conviction : la France a besoin d'une transformation d'ensemble.

Nous refusons l'idée selon laquelle la gauche devrait choisir entre la justice et l'efficacité, entre l'humanisme et l'autorité, entre la redistribution et la production, entre l'écologie et l'industrie, entre le progrès technologique et la protection sociale, entre la souveraineté française et l'ambition européenne, entre la défense du service public et la transformation de l'État.

Notre projet consiste précisément à réunir ce que le débat politique oppose depuis trop longtemps. Mais cela exige de sortir d'une politique d'ajustements successifs. **Notre pays n'a pas besoin d'une politique de réparation. Il a besoin d'une politique de transformation.** Nous ne voulons pas seulement mieux administrer l'existant : nous voulons retrouver la capacité de transformer.

Transformer notre appareil productif pour créer davantage de richesses, élargir l'assiette de notre modèle social et mieux les partager. Transformer notre école pour préparer chaque enfant au monde qui vient. Transformer notre État pour qu'il protège, décide et agisse, tout en retrouvant la maîtrise de nos finances publiques. Transformer notre modèle social pour sécuriser les individus dans une économie bouleversée par la technologie. Reconstruire les instruments de notre souveraineté. Et réaffirmer une République qui garantisse à la fois l'émancipation, l'autorité et l'unité de la nation.

C'est, à nos yeux, à cette hauteur que doit se situer l'élection présidentielle de 2027. Et c'est ce débat que le RGR souhaite porter dans la primaire.

MES « ÉTATS DE SERVICE » AU SEIN ET AU SERVICE DE LA GAUCHE

Cette démarche s'inscrit aussi dans un engagement ancien et constant. **Mon parcours est d'abord celui d'un chef d'entreprise engagé dans le champ social.** Mais j'ai également eu le privilège de servir la gauche et l'action publique de l'intérieur, notamment comme conseiller de **Martine Aubry** puis de **Jean-Paul Huchon**.
À ces expériences s'ajoutent mes « états de service » militants et électoraux, **toujours assumés sur mes deniers personnels** : conseiller municipal de Poissy de 2014 à 2020 ; candidat à la primaire socialiste et citoyenne en 2016 ; candidat de la gauche républicaine contre Marine Le Pen aux élections législatives de 2022 dans le Pas-de-Calais ; candidat de la gauche républicaine contre le remplaçant d'Adrien Quatennens aux élections législatives de 2024 à Lille ; enfin, tête de liste de la gauche républicaine aux élections municipales de Poissy en 2026.
Ce double parcours, dans l'entreprise et au service de la gauche, nourrit profondément ma démarche. Il m'a permis de connaître à la fois les réalités de l'économie et du travail, les contraintes de l'action publique et celles du combat électoral. Ces engagements, dans des contextes politiques très différents et parfois difficiles, témoignent surtout de la constance de mon choix : défendre une gauche républicaine, populaire, innovante et exigeante sur ses valeurs comme sur sa capacité à gouverner, et ne jamais déserter le combat politique lorsqu'il s'agit de la faire entendre.
À un moment où une partie importante des classes populaires et moyennes ne considère plus spontanément la gauche comme son débouché politique, nous avons une responsabilité particulière : reconstruire une gauche républicaine, populaire, progressiste et de gouvernement, capable de parler à nouveau à l'ensemble du pays.

Je souhaite donc que notre mouvement soit officiellement associé à la primaire et que nous puissions examiner ensemble les modalités permettant au Rassemblement de la Gauche Républicaine d'y participer pleinement.
Je serais heureux de pouvoir te rencontrer très prochainement pour en discuter et te présenter plus précisément notre démarche.

Maxime Legrand